



**REVUE DES ETUDES MULTIDISCIPLINAIRES EN SCIENCES ECONOMIQUES ET SOCIALES**

**N° 4 Janvier 2017**

**Mécanismes de Détermination de l'Impôt sur les Sociétés et leurs Impacts  
sur la Comptabilité Créative des Grandes Entreprises Camerounaises**

**Mechanisms Determining of Corporation Tax and their Impacts on  
Creative Accounting of Large Business Cameroonians**

**DJEUDJA ROVIER**

Enseignant chercheur  
Université de Yaoundé II  
Faculté de Sciences Economiques et de Gestion  
CAMEROUN

**Email : rovier80@yahoo.fr**

**ET**

**MBE BONAS SERGE**

Doctorant Université de Yaoundé II-Soa, CAMEROUN

**Email : sergebonas@gmail.com**

**Résumé**

La comptabilité créative a fait l'objet de nombreuses publications relatives non seulement à son existence réelle mais aussi ses objectifs. Cette étude s'évertue à analyser dans le contexte camerounais l'influence de la structure de l'impôt des sociétés sur la gestion du résultat. Spécifiquement, elle a pour objectif d'analyser l'influence du taux d'imposition effectif du résultat d'une part et d'autre part du déficit fiscal antérieur sur l'ajustement des variables comptables de régularisation discrétionnaires. Un panel de 35 entreprises a été constitué sur les périodes 2010, 2011 et 2012. Les variables comptables de régularisation discrétionnaires sont modélisées selon le modèle de Jones (1991) modifié. Les résultats obtenus semblent montrer qu'un taux imposition effectif élevé incite à la gestion baissière du résultat. Le déficit fiscal antérieur stimule la gestion à la hausse du résultat par les variables comptables de régularisation discrétionnaires.

**Mots-clés :** Architecture fiscale - comptabilité créative – déficit fiscal antérieur – gestion du résultat – taux d'imposition effectif – variables comptables de régularisation discrétionnaires.

**Abstract**

Creative accounting has been the subject of numerous publications relating not only to its real existence but also its objectives. This study strives to analyze the Cameroonian context the influence of the structure of corporate tax on earnings management. Specifically, it aims to analyze the influence of the effective tax rate on the result on the one hand and on the other the earlier tax loss on the adjustment of discretionary accruals. A panel of 35 companies was formed over the periods 2010, 2011 and 2012. The discretionary accruals are modeled according to the Jones model (1991) changed. The results seem to show that a high effective tax rate encourages the downward earnings management. The previous fiscal deficit stimulates the management to higher earnings by discretionary accruals.

**Keywords:** tax Architecture - creative accounting - prior fiscal deficit - earnings management - effective tax rate - accounting variables of discretionary accruals.

## INTRODUCTION

Les recherches sur la comptabilité créative s'inscrivent dans le cadre général de la qualité des informations financières, cadre qui résonne avec l'actualité depuis les scandales financiers<sup>1</sup> de la fin du vingtième siècle et du début vingt-et-unième siècle d'une part, et l'intensification du processus d'harmonisation internationale des normes comptables d'autre part. L'élaboration et la présentation des états financiers d'une entité économique sont régis par les principes et règles comptables qui ont principalement pour objet de réduire l'incertitude et l'imprécision qui affectent les nombres comptables et, plus particulièrement la mesure du résultat et de la situation nette.

Au regard de ce cadre réglementaire, les dirigeants disposent d'une certaine latitude dans le choix des méthodes de comptabilisation des transactions. En pratique, les dirigeants utilisent cet espace de liberté pour façonner, dans un cadre licite, la présentation et le contenu des états financiers. Ces choix caractérisent la politique comptable<sup>2</sup> de l'entreprise et sont subordonnés aux objectifs de communication financière et au comportement des dirigeants (Casta et al., 2009). Dans la même perspective, Stolowy et Breton (2003) affirment les objectifs stratégiques visés par la gestion des données comptables sont nombreux mais restent dans la plupart des cas sous-tendu par l'asymétrie d'information en contexte managérial. Ainsi, la comptabilité a été qualifiée d'art : « L'art de truquer un bilan » (Bertolus, 1988) ; « L'art de calculer ses bénéfices » (Lignon, 1989) ; « L'art de présenter un bilan » (Gounin, 1991) ; « Les provisions ou l'art de mettre de l'argent de côté » (Pourquery, 1991). Ledouble (1993) n'hésite pas à qualifier la comptabilité d'art plastique cité par Stolowy (1995).

Les recherches en théorie comptable positive considèrent que les manipulations comptables peuvent répondre à deux types non exclusifs de motivation. Pour certains, l'information comptable est manipulée dans le seul but d'atténuer les effets dans les comptes d'une situation dégradée. Pour d'autres, les manipulations sont entreprises parce qu'elles entraînent des économies fiscales, parce qu'elles maximisent la part de la rémunération des dirigeants indexée sur les résultats comptables, parce qu'elles constituent le seul moyen dont dispose

---

<sup>1</sup> Notamment aux États-Unis avec les cas Enron, Tyco et Worldcom et en Europe avec les cas Parmalat et Ahold.

<sup>2</sup> La politique comptable recouvre au sens strict l'ensemble des choix faits par les dirigeants afin d'agir sur les nombres comptables dans le dessein de façonner le contenu ou la forme des états financiers publiés tout en respectant les contraintes réglementaires (Casta et al., 2009).

l'entreprise pour respecter les clauses restrictives de ses contrats de prêts ou, enfin, parce qu'elles atténuent la visibilité de la firme et diminuent les coûts politiques<sup>3</sup> qu'elle supporte.

A cet égard, de nombreux auteurs essayent de définir la notion de comptabilité créative. Jameson (1988) affirme que « la comptabilité ne va pas à l'encontre de la loi. Elle travaille à la fois dans l'esprit de la loi et des normes comptables mais il est clair que c'est contre leur esprit.... C'est essentiellement une manière d'utiliser les règles, la flexibilité procurée par ces règles et leurs imprécisions pour rendre les états financiers différents de ce qu'ils auraient été dans le strict respect de la règle... ». Pour leur part, Breton et Taffler (1995) concluent que « l'habillage comptable est le résultat de choix parmi les différents principes comptables ou méthodes de présentation, fait par les dirigeants dans l'optique de tromper les utilisateurs des comptes publiés. Les comptes manipulés se conforment à la lettre à la loi et aux normes mais pas forcément à leur esprit ». Stolowy (1999) pour sa part propose une définition globale, considérant la comptabilité créative comme « un ensemble de procédés visant à modifier le niveau du résultat, dans un souci d'optimisation ou de minimisation, ou la présentation des états financiers, sans que ces objectifs s'excluent mutuellement ». Dans un contexte d'optimisation, il s'agit de pratiques imaginées pour donner des comptes d'une entreprise l'image la plus flatteuse possible. De même, Barthès et Gélard (1992) estiment que l'imagination moderne crée sans cesse de nouveaux produits ou montages qui sont proposés aux dirigeants de groupes. Parfois, ils ont pour objectif, principalement ou non, de contourner des règles comptables, jugées pénalisantes en regard principalement du résultat, des capitaux propres ou de l'endettement.

La politique comptable s'inscrit selon Casta (1997) dans une double logique d'optimisation des choix et de communication financière de l'entreprise avec son environnement et relève d'actions licites et concertées, sous-tendues par la recherche d'objectifs assignés par les dirigeants mais peut aussi être l'expression de choix comptable implicites, voire incohérentes. Dans la littérature comptable traditionnelle, le lissage des résultats<sup>4</sup> qui est une technique de la comptabilité créative améliore la richesse des actionnaires puisqu'il atténue l'incertitude des cash-flows futurs.

---

<sup>3</sup> Il s'agit pour l'entreprise de contrôler les coûts politiques qui résultent d'une mise en évidence de profits anormalement élevés (Breton G. et Schatt A., 2003).

<sup>4</sup> L'hypothèse de lissage des résultats a été évoquée pour la première fois par Hepworth (1953) et depuis lors, de nombreuses recherches ont été conduites pour mettre en évidence un éventuel comportement de lissage des résultats et d'autre part pour expliquer le phénomène de lissage.

L'information financière, bien qu'elle soit produite dans un cadre légal qui règlemente de manière assez précise les règles de sa présentation, aucun ne peut nier qu'un comportement de correction du résultat et d'ajustement des comptes est pratiqué par plusieurs entreprises qui profitent de la souplesse des règles comptables, d'où le concept de comptabilité créative (Shabou et al., 2002). Dans le même ordre d'idée, Gillet (1998) considère la comptabilité créative comme « l'ensemble des techniques, des options et des espaces de liberté laissés par les textes comptables qui, sans s'éloigner de la norme et des exigences de la comptabilité, permettent aux dirigeants d'une entreprise de faire varier le résultat ou de modifier l'aspect des documents comptables.

Les corolaires tirés des développements ci-dessus sont que la comptabilité créative a pour objet de modifier la présentation des comptes, essentiellement dans un souci d'amélioration mais parfois dans un but de « détérioration », notamment lorsqu'il s'agit de minimiser le résultat par exemple en vue d'échapper à certaines exigences fiscales et vise principalement au niveau de l'entreprise la minimisation des charges d'impôts, la réduction de sa visibilité politique et de ses contraintes financières externes. De même, il importe d'éviter de confondre la comptabilité créative avec la fraude<sup>5</sup> qui est illégale et qui n'a rien de créatif.

L'idée de la manipulation des données comptables par les dirigeants afin d'influencer les décisions des actionnaires actuels et potentiels est centrale dans un grand nombre de travaux en finance et en comptabilité. Cependant, les informations comptables ne sont pas utilisées uniquement par les actionnaires. D'autres parties prenantes (stakeholders)<sup>6</sup> fondent leurs choix sur ces informations. Il est par conséquent possible que les dirigeants soient également tentés de manipuler ces informations pour modifier la perception de la situation financière de l'entreprise que se sont forgés ces autres parties prenantes. Le rôle de l'information comptable prend de l'importance lorsqu'on intègre dans l'analyse le conflit d'intérêt entre les différentes parties prenantes de l'entreprise. Ces conflits résultent notamment de l'asymétrie d'information sur la « qualité financière » des projets d'investissement (Jensen et Meckling, 1976). La production de l'information comptable permet donc de réduire les coûts d'agence associés aux conflits d'intérêts.

---

<sup>5</sup> La fraude est définie comme « un acte malhonnête fait dans l'intention de tromper en contrevenant à la loi et aux règlements » (Larousse).

<sup>6</sup> La notion de stakeholder qu'on traduit imparfaitement par partenaires ou parties prenantes est assez imprécise. Est considéré comme stakeholder, tout agent (ou groupe d'agents homogènes) dont le bien-être peut être affecté par les décisions de l'entreprise (Charreaux, 1996).

En Afrique, la manipulation des comptes ne s'effectue donc pas uniquement dans une optique actionnariale. L'asymétrie d'information est relativement peu importante, puisque les actionnaires sont les principaux dirigeants ou participent au fonctionnement de l'entreprise en tant que membre du Conseil d'Administration. Dans un tel contexte institutionnel, il est donc probable que le principal problème pour les dirigeants soit de modifier la perception des autres parties prenantes de la rente de l'entreprise afin de maximiser la valeur créée pour les actionnaires. Ainsi, la manipulation comptable participe donc au moins partiellement à cet objectif (Breton et al., 2003).

Dans un pays tel que le Cameroun où la comptabilité et la fiscalité sont étroitement liées, les manipulations comptables à des fins fiscales constituent une motivation majeure dans de nombreuses entreprises. Les dirigeants peuvent chercher à réduire le montant d'impôt sur les bénéfices, en constatant des charges plus élevées que celles qui auraient dû être « normalement » enregistrées. A titre d'illustration, les provisions douteuses, appréciées avec une certaine subjectivité par les dirigeants, constituent des charges fiscalement déductibles, qui réduisent certes le bénéfice de l'exercice mais accroissent les flux de liquidité disponibles pour les apporteurs de capitaux. Watts et Zimmerman (1986) ont souligné en ce sens que dans le cadre des relations contractuelles, la recherche de l'intérêt personnel pouvait conduire la partie informée à l'instrumentalisation des nombres comptables, là où ceux-ci servent de base à l'évaluation des engagements contractuels.

A ce propos, quelques travaux académiques, essentiellement d'origine anglo-saxonne, ont déjà tenté de vérifier cette hypothèse de manipulation comptable pour des raisons fiscales notamment Jennings et al. (1996) se sont intéressés au choix du mode de valorisation des stocks<sup>7</sup> par les entreprises comme moyen de réduire le montant des impôts et ceux de Collins et al. (1998) portant sur les pratiques des entreprises multinationales.

A cet égard, la principale question de notre recherche est la suivante : **En quoi l'architecture fiscale camerounaise impacte-t-elle sur la comptabilité créative des grandes entreprises ? En d'autre terme. En quoi les mécanismes de détermination de l'impôt sur les sociétés impactent-ils sur la comptabilité créative des grandes entreprises camerounaises ?**

---

<sup>7</sup> Ces études comparent la méthode LIFO (Last In First Out ou Dernier Entré Premier Sorti) avec la méthode FIFO (First In First Out ou Premier Entré Premier Sorti)

## 1. ARCHITECTURE FISCALE ET COMPTABILITE CREATIVE

Le rôle de la comptabilité en tant que véhicule de l'information devant permettre d'avoir une image fidèle<sup>8</sup> du patrimoine de l'entreprise, des opérations et du résultat de l'entreprise s'est trouvé contesté et remis en cause par les scandales qui ont agité le milieu des affaires ces dernières années. Ces scandales résultent des pratiques peu orthodoxes auxquelles se livrent les dirigeants d'entreprise. Si ces exemples extrêmes de fraudes comptables sont rares, ils indiquent à quel point l'information comptable constitue un enjeu pour les dirigeants d'entreprises. En effet, ces derniers disposent d'une certaine latitude dans leurs décisions leur permettant de façonner l'information comptable dans le respect du cadre légal. Ils peuvent être séduits par les méthodes comptables qui satisfont leurs intérêts propres au détriment de ceux des autres stakeholders. En particulier, l'impôt sur les sociétés étant déterminé à partir du résultat comptable, les dirigeants peuvent agir sur celui-ci : on parle alors de gestion des résultats (Schipper, 1989).

La théorie positive de la comptabilité stipule d'ailleurs que les dirigeants de sociétés optent pour des procédures comptables soit de façon efficiente, dans le but de maximiser la richesse des actionnaires, soit de façon opportuniste pour maximiser leur propre richesse. A cet égard, Cormier et Magnan (1995) appréhendent la gestion stratégique des résultats comme une « intervention de la part de la direction d'une firme dans le processus de présentation de l'information financière en vue d'obtenir un gain au détriment d'autres parties ». Le sens de la gestion dépend alors des contrats implicites ou explicites qui lient la société et ses dirigeants.

### 1.1. La théorie de l'agence et gestion fiscale du résultat

Il est difficile de faire une analyse de la gestion fiscale du résultat sans se référer à une théorie de l'entreprise<sup>9</sup>. Ainsi, dans un système fiscal déclaratif comme celui du Cameroun, le problème est réductible à une relation d'agence où l'Etat joue le rôle de principal (Ngantchou, 2008). D'ailleurs, l'Etat est méthodologiquement assimilé à un « actionnaire universel », ayant la priorité absolue sur l'affectation des bénéfices. La théorie de l'agence qui se base sur le postulat selon lequel la séparation entre propriété et management entraîne des conflits,

---

<sup>8</sup> La notion d'image fidèle pose selon Casta (1997), un problème quant à sa définition. Il estime qu'à l'origine il s'agissait d'une adaptation de la notion anglo-saxonne de « true and fair view », l'interprétation que fournie la doctrine est restrictive : elle vise à rechercher lors de l'établissement des comptes « l'image la plus fidèle possible compatible avec le respect de la règle ».

<sup>9</sup> Il n'est pas question ici de passer en revue les théories de la firme, mais de nous appesantir sur celle qui puisse nous aider dans l'analyse de l'impact de gestion du résultat sur le bénéfice imposable.

propose une description théorique de l'entreprise. La théorie de l'agence est ici une formalisation de la relation entre le principal (Etat, actionnaire universel) et l'agent (dirigeant, contribuable). Les dirigeants ont essentiellement pour vocation de conduire l'entreprise dans le sens des intérêts de l'Etat. Or les dirigeants et l'Etat possèdent des fonctions d'utilité divergentes. La fonction d'utilité de l'agent (dirigeant) comprend une partie pécuniaire (salaires, bonus...) et non pécuniaire (prestige, pouvoir, sécurité) (Charreaux, 1996). Pour satisfaire cette fonction d'utilité, le dirigeant peut manipuler les comptes afin d'influencer les relations avec les partenaires. Du fait de la délégation de pouvoir, l'agent peut choisir de « trahir » au moins partiellement les intérêts de son mandant pour mieux servir les siens propres (Raimbourg, 2003) en optant pour des choix comptables qui maximisent sa fonction d'utilité, car le centre d'intérêt de chaque acteur constitue une motivation pour la gestion du résultat (Stolowy et Breton, 2003) ; ce qui met en œuvre la capacité des agents à s'approprier les ressources de l'entreprise.

Quelques travaux académiques, ont déjà tenté de vérifier l'hypothèse de manipulation comptable pour des raisons fiscales (Jennings et al., 1996 ; Collins et al., 1998). Pour étudier l'influence dans cette étude de la structure de l'impôt des sociétés sur la gestion du résultat, nous avons retenu d'une part le taux d'imposition effectif et la perte fiscale antérieure d'autre part.

## **1.2. Taux d'imposition effectif et gestion fiscale du résultat**

Un rôle primordial de la comptabilité financière est de déterminer le montant d'impôt dû à l'Etat. En effet, le Cameroun a une réglementation fiscale et une réglementation comptable qui sont liées car plusieurs règles fiscales sont utilisées lors de l'établissement des états financiers. A titre d'illustration, les charges d'amortissement sont particulièrement déterminées par les règles fiscales. Aussi, l'administration fiscale peut exclure certaines charges du droit de déduction. De ce fait, la réglementation fiscale au Cameroun affecte les règles de mesure comptables.

Le rôle de la réglementation fiscale dans la production de l'information comptable est une importance capitale. Ce rôle est lié à la pression fiscale exercée par l'administration fiscale. La pression fiscale peut être définie comme le rapport existant entre le prélèvement fiscal subi par une personne, un groupe social ou une collectivité territoriale et le revenu dont dispose cette personne, ce groupe ou cette collectivité.



Plusieurs études qui ont été conduites portant sur la manipulation des données comptables afin de réduire le montant de l'impôt sur les bénéfices ont abouti à la conclusion selon laquelle le comportement de gestion des données comptables (GDC) est supposé être plus actif dans un environnement à forte pression fiscale (Jennings et al., 1996 ; Collins et al., 1998 ; Eilifsen et al., 1999 ; Breton et Schatt, 2003 ; Ngantchou, 2008). Ainsi, les entreprises à forte pression fiscale gèrent à la baisse les résultats comptables.

L'argument repose sur le fait que les dirigeants utilisent leurs espaces discrétionnaires en matière de choix comptables afin d'agir sur le montant de l'impôt sur les bénéfices. Les dirigeants peuvent ainsi agir par exemple sur les provisions qui sont évoluées avec une certaine subjectivité, les stocks, la production immobilisée etc. Cet espace de liberté est d'autant plus grande dans des grandes entreprises notamment celles dans lesquelles les dirigeants sont propriétaires comme c'est le cas au Cameroun. D'après Roubi et Richardson (1998) ; Guenther (1994), l'influence de l'impôt sur la gestion des résultats comptables est liée au taux d'imposition effectif. Nous retenons ainsi l'hypothèse suivante :

*H1 : Plus le taux imposition effectif est élevé moins les variables comptables de régularisation discrétionnaires sont grandes.*

### **1.3. Perte fiscale antérieure et gestion fiscale du résultat**

La perte fiscale est une perte subie par une entreprise pour un exercice donné, déterminée en conformité avec les règles établies par l'administration fiscale et pouvant être reportée sur un exercice antérieur ou ultérieur dans le but de réaliser une économie d'impôts. Le nombre d'exercices antérieurs ou ultérieurs auxquels on peut imputer une perte reportable varie selon les législations fiscales. Le Cameroun pour sa part a opté pour le mécanisme de report sur les exercices ultérieurs et ce dans la limite de quatre exercices.

Certains chercheurs définissent la gestion fiscale comme étant un ensemble de choix effectués en respectant la lettre de la loi, mettant ainsi l'accent sur la dimension réglementaire. Mac William (2004) définit la gestion fiscale comme étant un processus légal qui permet de réduire le montant de l'impôt à payer. Rossignol (2000) suggère que l'entreprise dispose d'un ensemble de choix fiscaux qui permette, dans la limite des dispositions fiscales, d'optimiser la gestion de sa fiscalité. Pour leur part, Fallen et al. (1995) cité par Daoud et al. (2011) réclament que la gestion fiscale résulte de choix optimal d'un ensemble d'instruments qui sont conformes à l'esprit de la loi et qui permettent à l'entreprise de bénéficier des exonérations fiscales.

Dans un contexte d'agence, les dirigeants opportunistes usent des choix comptables et fiscaux, des marges de manœuvre et des latitudes discrétionnaires qu'offrent les textes de loi dans une finalité ultime de maximisation de leurs richesses aux dépens d'autres ayant droit notamment l'administration fiscale<sup>10</sup>.

Les études récentes qui s'inscrivent dans le cadre de la théorie de l'agence mettant en cause les prescriptions théoriques néoclassiques selon lesquelles les dirigeants profitent de la flexibilité du système fiscal et par la suite des avantages que procure ce dernier pour opter pour les choix permettant de maximiser la gestion de leur fiscalité et par la suite la valeur de la firme ; ils militent en faveur des avancées de la théorie de l'agence selon lesquelles les dirigeants pratiquent la gestion fiscale visant à exproprier l'administration fiscale (Daoud et al., 2011).

Au Cameroun, les décisions comptables sont souvent conditionnées par des considérations fiscales qui reflètent le souci du dirigeant de payer moins d'impôt et de bénéficier au maximum des avantages fiscaux. A titre d'illustration, en présence de pertes antérieures élevées, les dirigeants ont tendance à améliorer le résultat de l'exercice actuel afin d'imputer le déficit des exercices antérieurs sur les exercices ultérieurs dans la limite d'un report sur quatre exercices. Nous retenons par conséquent l'hypothèse suivante :

*H2 : Il existe une relation positive entre le déficit fiscal antérieur et les variables comptables de régularisation discrétionnaires de l'exercice actuel.*

## **2. METHODOLOGIE :**

### **2.1. Choix de l'échantillon**

Les données sont issues des déclarations statistiques et fiscales (DSF) des grandes entreprises industrielles<sup>11</sup> obtenues auprès de l'Institut National de la Statistique (INS) du Cameroun sur la période 2010, 2011 et 2012. Les entreprises constituant l'échantillon final sont celles obtenues après divers filtrages visant à éliminer celles dont les données nécessaires pour tester

---

<sup>10</sup> En s'appuyant sur la relation principal - agent et en considérant l'ensemble des contrats établis par la firme, la relation d'agence définie par Jensen et Meckling (1976) s'étend à tous les contrats dès qu'il existe une divergence d'intérêts et une asymétrie informationnelle entre les parties du contrat. On peut définir plusieurs relations d'agence entre la firme et les autres parties prenantes (*stakeholders*) tels que : les salariés, les clients, les fournisseurs, l'Etat, les analystes financiers, les syndicats, les pouvoirs publics dont notamment l'administration fiscale.

<sup>11</sup> Sont considérées comme grandes entreprises sur le plan fiscal au Cameroun celles assujetties au régime du réel et dont le chiffre d'affaires annuel est supérieur ou égal à cinquante millions de francs CFA.

les hypothèses formulées sont incomplètes. Le tableau 1 présente les critères de sélection de l'échantillon final.

**Tableau 1 : Critères de sélection de l'échantillon**

Critères de sélection	Nombres
Nombre d'entreprises industrielles reçu du fichier de l'INS	135
Nombre d'entreprises industrielles présentant des informations incomplètes	-60
Nombre d'entreprises industrielles n'appartenant pas au régime du réel	-40
Echantillon final de l'étude	= 35

## 2.2. Mesure des variables explicatives

Ces variables explicatives sont le taux d'imposition effectif (TIME) et le déficit fiscal antérieur (DEFA). Le taux d'imposition effectif est d'après Halleux et Valenduc (2007) un indicateur utilisé pour mesurer la charge fiscale et constitue également une mesure ex-post de la pression fiscale. Il est obtenu en rapportant l'impôt effectivement dû par les sociétés au résultat courant avant impôt auquel on ajoute les dotations aux amortissements et aux provisions (Othman et al., 2006). Le déficit fiscal quant à lui est une perte enregistrée par une entreprise au cours d'un exercice donné, déterminée en conformité avec les règles établies par l'administration fiscale et pouvant être reportée sur un exercice antérieur ou ultérieur dans le but de réaliser une économie d'impôts. Le nombre d'exercices antérieurs ou ultérieurs auxquels on peut imputer un déficit reportable varie selon les législations fiscales. Le Cameroun a opté pour le mécanisme de report sur les exercices ultérieurs et ce dans la limite de quatre exercices. La variable déficit fiscal antérieur (DEFA) aussi retenue par Shabou et Taktak (2002) est capté à travers une variable dichotomique prenant la valeur 1 en présence du déficit fiscal antérieur et 0 dans le cas contraire.

## 2.3. Mesure de la variable expliquée

La variable expliquée retenue dans cette étude s'intitule variables comptables de régulation discrétionnaire (VCRD). Elles sont déterminées en utilisant comme Ramzi (2007) le modèle de Jones (1991) modifié en coupe transversale. Ce modèle demeure le plus utilisé dans la

littérature, et repose sur une assumption d'homogénéité des sociétés d'un même secteur d'activité. Cependant, il convient au préalable de déterminer les variables comptables de régularisation totales (VCRT) qui mesure l'influence globale de tous les choix comptables effectués par le dirigeant.

Pour ce faire, nous utilisons l'approche de Ramzi (2007).

$$VCRT_{it} = (\text{Var } AC_{it} - \text{Var } ENCAISS_{it}) - (\text{Var } PC_{it} - \text{Var } DLT_{it}) - DAP_{it} \quad (1)$$

Avec  $i$  : la société de 1 à 35,  $t$  : l'année (2010, 2011 et 2012), Var AC : variation de l'actif circulant, Var ENCAISS : variation des encaisses et comptes assimilés, Var PC : variation du passif circulant, Var DLT : variation des dettes à long terme, DAP : dotations aux amortissements et provisions, VCRT : variables comptables de régularisation totales.

Les variables comptables de régularisation totales étant spécifiées, il convient maintenant d'isoler la composante normale et celle dite discrétionnaire étant donné que l'ensemble de ces variables ne peuvent faire l'objet de gestion. Afin d'éviter le problème d'hétéroscédasticité, les variables sont normées par l'actif total de l'année  $t-1$ . Nous utilisons à cette fin le modèle suivant :

$$VCRT_{it}/TA_{it-1} = \beta_0(1/TA_{it-1}) + \beta_1(\text{Var } CA_{it} - \text{Var } Cr_{it})/TA_{it-1} + \beta_2(IMMOB_{it}/TA_{it-1}) + \varepsilon_{it} \quad (2)$$

Avec  $i$  : la société ;  $t$  : l'année ;  $TA_{t-1}$  : total actif de l'année  $t-1$  ; Var CA : variation du chiffre d'affaires ; Var Cr : variation des créances clients ; IMMOB : immobilisations corporelles brutes et  $\varepsilon$  est le terme d'erreur.

Les estimateurs des paramètres  $\beta$  sont calculés pour chaque année. Les VCR discrétionnaires sont obtenues par différence entre le total des VCR et la fraction considérée comme normales :

$$VCRD_{it}/TA_{it-1} = (VCRT_{it}/TA_{it-1}) - \beta_0(1/TA_{it-1}) - \beta_1(\text{Var } CA_{it} - \text{Var } Cr_{it})/TA_{it-1} - \beta_2(IMMOB_{it}/TA_{it-1}) \quad (3)$$

Avec VCRD : variables comptables de régularisation discrétionnaires ;  $TA_{t-1}$  : total actif de l'année  $t-1$  et  $\beta$  les estimateurs de paramètres pour chaque année.

## 2.4. Spécification du modèle d'analyse

Afin de tester les hypothèses ci-dessus émises et analyser ainsi l'influence de l'architecture fiscale sur la modulation des VCRD, nous posons le modèle d'analyse ci-dessous. Étant donné que la fiscalité n'est pas l'unique variable susceptible d'affecter les choix comptables des dirigeants, ce modèle intègre d'autres variables de contrôle en étroite relation avec l'ajustement des résultats. Il s'agit de la taille et de la dette inspirées la théorie positive de la comptabilité (Watts et Zimmerman, 1987) ; la performance inspirée des travaux de Pichard-Stamford (2002) cité par Mard (2004) ; les cash-flows opérationnels et les VCRT de l'année précédente inspirées des travaux de Ramzi (2007).

$$VCRD_{it} = \lambda_0 + \lambda_1 TIME_{it} + \lambda_2 DEFA_{it} + \lambda_3 DETTE_{it} + \lambda_4 TAILLE_{it} + \lambda_5 PERTE_{it} + \lambda_6 CFO_{it} + \lambda_7 VCRT_{it} + \epsilon_{it} \quad (4)$$

Les coefficients  $\lambda_1$  et  $\lambda_2$  servent à étudier l'influence de l'architecture fiscale sur l'ajustement des VCRD. D'après les hypothèses formulées, nous nous attendons à observer  $\lambda_1$  négatif et  $\lambda_2$  positif. Le tableau 2 ci-dessous résume les définitions et mesures de l'ensemble des variables.

**Tableau 2 : Définitions et mesures des variables**

Variables	Mesures
VCRD	VCRD calculées à partir du modèle (3)
TIME	Impôt sur le résultat divisé par la somme du résultat courant avant impôt et des dotations aux amortissements et provisions
DEFA	Variable dichotomique codée 1 en présence du déficit fiscal antérieur et 0 sinon
DETTE	Dettes totales divisées par l'actif total
TAILLE	Logarithme de l'actif total
PERTE	Variable dichotomique codée 1 si résultat courant avant impôt négatif et 0 sinon
CFO	Différence entre le résultat courant avant impôt et les VCRT rapportée à l'actif total de l'année précédente
VCRT <sub>t-1</sub>	Les variables comptables de régularisation totales de l'année précédente

L'hypothèse d'endettement en tant que incitation à la gestion du résultat s'inscrit dans un objectif de minimisation de coût de financement. Selon Mard (2004), les créanciers et/ou les marchés financiers exercent une pression sur les entreprises à travers les clauses restrictives dans les contrats de dette et les cours boursiers pour se prémunir contre le risque de transfert de richesse effectué par les dirigeants au détriment de ceux-ci. Ainsi, dans le souci d'attirer les faveurs des créanciers financiers, les dirigeants d'entreprises endettées peuvent vouloir augmenter leur rentabilité par la gestion du résultat. Elle sous-tend l'hypothèse développée par Watts et Zimmerman (1986) selon laquelle, « plus une firme a un ratio dette sur fonds propres élevé, plus cette firme aura tendance à sélectionner des procédures comptables qui reportent les profits des périodes futures vers la période actuelle ». Nous anticipons le coefficient  $\lambda_3$  de signe positif.

La taille est l'une des variables utilisées pour mesurer l'intensité des coûts politiques auxquels les entreprises sont exposées. En effet, l'hypothèse de la minimisation des coûts politiques stipule que les entreprises exposées à des pressions politiques sont incitées à modérer leurs résultats afin de limiter les coûts politiques (Watts et Zimmerman, 1978). Dans le cadre de la théorie des coûts politiques ou théorie de la réglementation, le processus politique est une compétition pour le partage des richesses et les entreprises qui produisent de la richesse sont soumises à des ponctions d'autant plus importantes que les bénéfices sont élevés. L'hypothèse sous-jacente est que « les entreprises les plus sujettes à des coûts politiques choisissent des méthodes comptables qui retardent la comptabilisation des bénéfices » (Vidal, 2006). Nous nous attendons à observer le coefficient  $\lambda_4$  de signe négatif.

La performance financière constitue une motivation à la gestion du résultat surtout à une époque où la communication financière des sociétés détermine les comportements des investisseurs. D'après Pichard-Stamford (2002), les dirigeants d'entreprises sont soucieux de présenter une image saine de l'entreprise afin de préserver leur réputation, principal ressort permettant d'asseoir leur légitimité et leur pouvoir. Ainsi, dans le contexte de faible performance, les dirigeants gèrent les résultats à la hausse afin de masquer les difficultés de la firme et d'atténuer la visibilité de cette médiocre performance (Murphy et Zimmerman, 1993). Nous anticipons le coefficient  $\lambda_5$  de signe positif.

La prise en compte des VCR totales de l'année t-1 est opérée pour contrôler l'effet de la latitude comptable des dirigeants puisque les pratiques de gestion des résultats sont

réversibles d'une période à l'autre (Ramzi, 2007). En d'autres termes, les VCR tendent vers l'infini à 0. Nous nous attendons à observer le coefficient  $\lambda_7$  de signe négatif.

### 3. RESULTATS :

#### 3.1. Statistiques descriptives :

Le tableau 3 présente les statistiques des paramètres d'estimation des VCRD déterminés à partir du modèle 3. Les paramètres de régression  $\beta_0$ ,  $\beta_1$  et  $\beta_2$  s'élèvent respectivement en moyenne à  $-4,07E+08$ , 0,889 et -0,216. Le pouvoir explicatif du modèle ( $R^2$  Ajusté) moyen est de 0,96.

**Tableau 3 : Statistiques des paramètres d'estimation des VCRD**

Statistiques	$\beta_0$	$\beta_1$	$\beta_2$	$R^2$ aj.
Min	-8,06E+08	0,709	-0,778	0,917
Max	7,95E+07	1,002	0,119	0,991
Moyenne	-4,07E+08	0,889	-0,216	0,960
Ecart type	4,49E+08	0,157	0,490	0,038

Le tableau 4 présente les statistiques descriptives des VCRD. Les VCRD affichent en moyenne une valeur négative -0,015 et varient entre -1,618 et 1,036.

**Tableau 4 : Statistiques descriptives des VCRD**

Variable	Moyenne	Ecart-type	Min	Max
VCRD	-0,015	0,386	-1,618	1,036

Le tableau 5 expose les statistiques descriptives des variables indépendantes. Le taux d'imposition effectif du résultat des entreprises est en moyenne de 13,73%. En moyenne, 21,90% des entreprises présentent en moyenne un déficit fiscal antérieur. L'endettement moyen des entreprises représente en moyenne 16,70% de l'actif total. La taille est en moyenne de 10,28 et varie entre 9,11 et 11,84. En moyenne 26,67% des entreprises affichent des pertes. Les VCR totales de l'année t-1 présentent en moyenne une valeur de -0,004. Les cash-flows opérationnels affichent une moyenne de 0,212 et varient entre -6,168 et 8,528.

**Tableau 5 : Statistiques descriptives des variables indépendantes**

Variables	Moyenne	Ecart-type	Min	Max
TIME	0,137	0,276	-1,357	1,747
DEFA	0,219	0,416	0	1
DETTE	0,167	0,180	0	0,922
TAILLE	10,280	0,579	9,106	11,842
PERTE	0,267	0,444	0	1
VCRTt-1	-0,004	0,386	-1,618	1,036
CFO	0,212	1,673	-6,168	8,528

Les variables du tableau ci-dessus sont comme définies dans le tableau 2.

### 3.2. Les résultats de l'analyse multivariée :

Les résultats d'estimation du modèle 4 selon les moindres carrés ordinaires sont présentés dans le tableau 7.

**Tableau 6 : Matrice de corrélation de Pearson**

Variables	TIME	DEFA	DETTE	TAILLE	PERTE	VCRTt-1	CFO
TIME	1						
DEFA	-0,119 (0,228)	1					
DETTE	-0,164** (0,094)	0,086 (0,383)	1				
TAILLE	-0,018 (0,857)	0,026 (0,789)	0,344* (0,000)	1			
PERTE	-0,175** (0,074)	-0,007 (0,944)	0,119 (0,229)	-0,018 (0,859)	1		
VCRTt-1	-0,154 (0,118)	-0,028 (0,776)	0,129 (0,191)	-0,007 (0,941)	-0,082 (0,406)	1	
CFO	-0,166** (0,091)	-0,036 (0,714)	-0,035 (0,726)	-0,022 (0,826)	0,080 (0,417)	-0,062 (0,529)	1

\*, \*\* significatif au seuil respectivement de 1% et 10%.

Les variables sont comme définies dans le tableau 2.



**Tableau 7 : Régressions linéaires sous les moindres carrés ordinaires du modèle (5).**

Variables	signes attendus	Coefficients	t	P >  t
TIME	-	-0,114	-0,83	0,407
DEFA		0,006	0,07	0,942
DETTE	+	0,394***	1,83	0,071
TAILLE	+	0,020	0,30	0,763
PERTE	+	0,009	0,11	0,915
VCRDT <sub>t-1</sub>	-	-0,210**	-2,22	0,028
CFO	-	-0,079*	-3,65	0,000
Const.	+/-	-0,256	-0,39	0,700
F		3,140*		
Prob>F		0,005		
R <sup>2</sup> Aj.		0,126		

\*, \*\*, \*\*\* significatif au seuil respectivement de 1%, 5% et 10%.

Le modèle est globalement significatif au seuil de 1% et la qualité de l'ajustement est acceptable. Le modèle explique à 12,6% la variation des variables comptables de régularisation discrétionnaires.

La dette détermine significativement la gestion du résultat. Les entreprises ayant un ratio d'endettement élevé sont incitées à gérer à la hausse leur résultat. Ce résultat est conforme aux prédictions de la théorie positive de la comptabilité mais contraire au résultat obtenu sur les données françaises (Piot et Janin, 2004 ; Ramzi, 2007).

La taille est positivement associée à la gestion. Les entreprises de grande taille sont plus susceptibles de présenter un comportement opportuniste de gestion à la hausse du résultat. Ce résultat est cohérent aux prédictions de la théorie positive de la comptabilité.

La perte est positivement associée aux variables comptables de régularisation discrétionnaires. Les entreprises qui affichent des pertes présentent un comportement opportuniste de gestion haussière du résultat dans le dessein de masquer cette sous performance. Ce résultat est contraire à celui de Piot et Janin (2004) mais conforme aux prédictions de la théorie positive de la comptabilité qui stipule que les entreprises en difficulté cherchent à masquer leur sous performance.

La variable  $VCRT_{t-1}$  est négativement liée aux variables comptables de régularisation discrétionnaires. Cela pourrait s'expliquer par le fait que les entreprises qui affichent un résultat antérieur élevé changent leur politique comptable afin de réduire leur résultat les années suivantes.

Le cash-flow opérationnel présente un coefficient négatif. Cela est conforme aux résultats antérieurs (Jeanjean, 2001 ; Piot et Janin, 2004). Ainsi, plus les cash-flows sont importants, plus les managers développent des comportements opportunistes de gestion baissière du résultat.

Notre première variable d'intérêt (TIME) présente un coefficient de -0,114. Elle est ainsi négativement liée aux variables comptables de régularisation discrétionnaires mais n'est cependant pas significative. Cela est conforme aux études menées dans d'autres contextes notamment ceux de Othman et al. (2006). Ce résultat est intéressant en ce sens qu'il montre que le niveau du taux d'imposition effectif du résultat semble avoir une influence sur la gestion du résultat.

Notre deuxième variable d'intérêt (DEFA) affiche un coefficient positif mais non significatif de 0,006. Ce résultat est conforme à notre prédiction et aux travaux antérieurs menés dans d'autres contextes par Shabou et al. (2002). La relation positive entre la perte fiscale antérieure et les variables comptables de régularisation discrétionnaires pourraient s'expliquer par le fait qu'en présence du déficit antérieur, le dirigeant gère à la hausse le résultat de l'exercice actuel afin de profiter des économies d'impôts car le déficit fiscal antérieur est une charge à reporter sur les exercices suivants dans la limite de quatre exercices.

#### 4. CONCLUSION

L'objectif de cette étude est d'examiner l'influence de la structure de l'impôt des sociétés sur la gestion du résultat des grandes firmes industrielles dans le contexte camerounais. Nous nous sommes intéressés spécifiquement au taux d'imposition effectif du résultat et au déficit fiscal antérieur.

L'influence de ces deux éléments de la structure de l'impôt des sociétés sur la production de l'information comptable des entreprises suscite l'intérêt de bon nombre de chercheurs. Dans ce cadre, la littérature existante met avant en ce qui concerne le taux d'imposition effectif le fait que les dirigeants cherchent avant tout à limiter le risque de transfert de la richesse des

actionnaires vers les autres parties prenantes en agissant notamment sur les variables comptables discrétionnaires de gestion du résultat. En ce qui concerne le déficit fiscal antérieur, plusieurs auteurs s'accordent sur une plus grande activité en matière d'ajustement à la hausse du résultat à aide les variables comptables de régularisation.

Des résultats intéressants s'imposent tant pour nos variables d'intérêt que pour celles de contrôle. Premièrement, l'accroissement du taux d'imposition effectif du résultat affecte négativement les variables comptables de régularisation discrétionnaires. Ce résultat est conforme à ceux des travaux antérieurs notamment Othman et al. (2006) dans les contextes canadiens, français et tunisiens. Deuxièmement, l'existence du déficit fiscal antérieur affecte positivement les variables de gestion du résultat. Ce résultat est conforme aux études antérieures menées par Shabou et al. (2002). Les variables de contrôle présentent des résultats qui sont conformes aux prédictions de la théorie positive de la comptabilité.

Par cet article, le législateur peut mieux appréhender le rôle que joue l'architecture de l'impôt des sociétés sur la production des informations comptables. Cette étude contribue également à l'enrichissement du débat sur la structure fiscale en montrant empiriquement que, sous certaines conditions, elle incite à la modulation des résultats et joue même un rôle de catalyseur. Approfondir davantage l'examen de ce rôle constitue un champ d'étude promoteur. A titre d'exemple, il serait intéressant pour les recherches futures d'inclure d'autres éléments de la structure fiscale, élargir à un échantillon plus vaste et faire une analyse plus approfondie des variables comptables de régularisation discrétionnaires.

**Références bibliographiques :**

Barthès de Ruyter G. et Gélard G. (1002), « L'abus de droit : une arme contre la comptabilité imaginative », *Revue Française de Comptabilité*, n° 238, p. 31-35.

Bertolus J. (1988), « L'art de truquer un bilan », *Science & Vie Economie*, n° 40, p. 17-23.

Breton G. et Schatt A. (2003), « Manipulation comptable : les dirigeants et les autres parties prenantes », Working papers, FARGO.

Breton G. et Taffler R. J. (1995), « Creative Accounting and Investment Analyst Response », *Accounting and Business Research*, vol. 25, n° 98, p. 81-92.

Casta J. F. et Ramond O. (2009), Politique comptable des entreprises, *encyclopédie de comptabilité contrôle de gestion et audit, Economica*, paris, pp.1151-1165.

Casta J. F. (1997), Théorie positive de la comptabilité, *Encyclopédie de Comptabilité, Contrôle de Gestion et Audit, Economica*, paris, p.1393-1402.

Charreaux G. (1996), Vers une théorie du gouvernement des entreprises, CREGO / LATEC.

Collins J., Kemsley D. et Lang M. (1998), « Cross-jurisdictional income shifting and earnings valuation », *Journal of Accounting Research*, vol. 36, pp.209-229.

Cormier D. et Magnan M. (1995), « La gestion stratégique des résultats : le cas des firmes publiant des prévisions lors d'un premier appel public à épargne », *Comptabilité – Contrôle - Audit*, tome 1, vol. 1, p. 45-61.

Daoud I. B., Omri M. A. (2011), Divergences comptabilité-fiscalité, gestion fiscale et gestion des résultats en Tunisie: les nouveaux défis. Comptabilités, économie et société, Montpellier, France, pp. cd-rom.

Eilifsen A., Knivsfla K.H., Sættem F. (1999), « Earnings manipulation: cost of capital versus tax », *European Accounting Review*, vol. 8 n°3, p. 481-491.

Gillet P. (1998), « Comptabilité créative : le résultat comptable n'est plus ce qu'il était », *Revue Française de Gestion*, p. 83-94.

Gounin I. (1991), « L'art de présenter un bilan », *La Tribune*, p. 11.

Guenther D.A. (1994), « Earnings management in response to corporate tax changes » *The Accounting Review*, vol. 69, n°1 p. 230-243.

Halleux F. et Valenduc C. (2007), « L'imposition effective des sociétés: une analyse des micro-données », ibfp.be

Jameson M. (1988), « A practical guide to creating accounting », Kogan Page

Jeanjean T. (2001), « Incitations et contraintes à la gestion du résultat », *Comptabilité-Contrôle-Audit*, tome 7, vol. 1, p61-76.

Jennings R., Simko P. et Thompson R. (1996), « Does LIFO Inventory Accounting Improve the Income Statement at the Expense of the Balance Sheet? » *Journal of Accounting Research*, Vol. 34, pp.301-312.

Jensen M. C. et Meckling W. H. (1976), « Theory of the firm: managerial behaviour, agency costs and ownership structure », *Journal of Financial Economics*, vol. 3, pp.305-360.

Ledouble D. (1993), « La créativité en comptabilité », *Semaine juridique (JCP) Ed. E., Droit comptable*, n° 224.

Lignon M. (1989), « L'art de calculer ses bénéfices », *L'Entreprise*, n° 50, p. 17-18, 20.

Macwilliam K. (2004), *Financement des risques supplément canadiens*, Vancouver

Mard Y. (2004), « Les sociétés françaises gèrent-elles leurs chiffres comptables afin d'éviter les pertes et les baisses de résultats ? », *Comptabilité-Contrôle-Audit*, tome 10, vol.2, p.73-98

Murphy K. et Zimmerman J. (1993), « Financial Performance Surrounding CEO Turnover », *Journal of Accounting and Economics*, vol. 16, pp. 273-316.

Ngantchou A. (2008), « Recentrage du cadre comptable, durcissement de l'environnement fiscal et persistance de la gestion des données comptables : une étude du comportement des PME camerounaises », *Comptabilité - Contrôle et Audit entre changement et stabilité*,

Othman H. B. et Zéghal D. (2006), « Analyse des déterminants de la gestion des résultats : Cas des firmes Canadiennes Françaises et Tunisiennes », *Repères et Perspectives*, n°10.

Piot C. et Janin R. (2004), *Qualité de l'audit, gouvernance et gestion du résultat comptable en France*. Communication au 22<sup>ème</sup> congrès de l'association française de comptabilité.

Pichard-Stamford (2002), *L'enracinement des dirigeants familiaux*, in *La gestion des entreprises familiales*, Paris, Economica.

Pourquery D. (1991), « Les provisions ou l'art de mettre de l'argent de côté », *Science & Vie Economie*, n° 73, p. 72-75.

Raimbourg P. (2003), *Asymétrie d'information, théorie de l'agence et gestion de l'entreprise*, *Encyclopédie de gestion*, Economica.

Ramzi B. (2007), « L'influence des investisseurs institutionnels sur les stratégies comptables des dirigeants », *Comptabilité et environnement*, p. CD-Rom.

Rossignol J. L. (2000), « La gestion fiscale de l'entreprise », *Working Paper*, université de Bourgogne.

Roubi R. R. et Richardson A. W. (1998), « Managing discretionary accruals in response to reductions in corporate tax rates in Canada, Malaysia and Singapore », *The International Journal of Accounting*, Vol. 33, pp. 455-467

Schipper K. (1989), « Commentary on Earnings Management », *Accounting Horizons*, Vol. 3, n° 4, p. 91-102.

Shabou R. et Taktak B. N. (2002), « Les déterminants de la comptabilité créative : étude empirique dans le contexte des entreprises tunisiennes », *Comptabilité - Contrôle - Audit*, Tome 8, p. 5-24.

Stolowy H. (1995), « La comptabilité créative », *Revue fiduciaire comptable*, n°212, p.26-32.

Stolowy H. (1999), Comptabilité créative. *Encyclopédie de Comptabilité, Contrôle de Gestion et Audit*, Economica, pp157-178

Stolowy H. et Breton G. (2003), « La gestion des données comptables : une revue de la littérature », *Comptabilité-Contrôle-Audit*, tome 9, vol 1, p.125-152.

Vidal O. (2006), « Proposition d'un cadre d'analyse permettant d'expliquer les effets d'évitement de seuils dans le processus de publication des résultats comptables », *Congrès de l'Association des Sciences Administratives du Canada*, Banff.

Watts R. L. et Zimmerman J. L. (1986), *Positive Accounting theory*. Prentice-Hall Inc.